

Le Maroc adhère au programme sur l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement

Pour saisir les effets bénéfiques de la migration sur le développement, le Maroc vient d'adhérer à la deuxième phase du programme sur «l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement», mis en œuvre conjointement par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Un mémorandum d'entente relatif à ce programme a été signé, hier à Rabat, en présence d'Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires

de la migration, Bertrand Louis, l'ambassadeur de la Confédération suisse au Maroc, Bruno Pouezzat, représentant résident du PNUD, et M^{me} Anke Strauss, chef de mission de l'OIM au Maroc.

La participation du Maroc au programme sur «l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement» vient à point nommé à l'heure où le Royaume dessine les contours de sa nouvelle politique migratoire. Bruno Pouezzat, représentant résident du PNUD au Maroc, voit d'un bon œil l'adhésion du Maroc à ce programme.

OIM-PNUD

Le Maroc adhère au programme sur l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement

Pour saisir les effets bénéfiques de la migration sur le développement, le Maroc vient d'adhérer à la deuxième phase du programme sur «l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement», mis en œuvre conjointement par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Un mémorandum d'entente relatif à ce programme a été signé, hier à Rabat, en présence d'Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, Bertrand Louis, l'ambassadeur de la Confédération suisse au Maroc, Bruno Pouezzat, représentant résident du PNUD, et M^{me} Anke Strauss, chef de mission de l'OIM au Maroc.

La participation du Maroc au programme sur «l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement» vient à point nommé à l'heure où le Royaume dessine les contours de sa nouvelle politique migratoire. Bruno Pouezzat, représentant résident du PNUD au Maroc, voit d'un bon œil l'adhésion du Maroc à ce programme. Pour lui, «c'est une bonne nouvelle au moment où l'Europe mène la politique de la porte close, alors que le Maroc ouvre ses bras aux immigrés». Même son de cloche auprès du ministre des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, Anis Birou, pour qui «le thème revêt une importance particulière pour le Maroc», compte tenu du poids de la diaspora marocaine, d'une part, et de l'évolution des flux migratoires qui ont fait du Maroc une terre d'accueil, d'autre part. D'ailleurs, le programme qui vient d'être lancé portera sur les deux volets de la migration : celui des MRE et celui des étrangers résidant au Maroc. «Des volets qui font l'objet de deux stratégies nationales en cours

de finalisation». Techniquement, le programme se penchera sur 3 axes, en l'occurrence, l'emploi, l'éducation et l'assistance sociale, a affirmé le chef de mission de l'Organisation internationale de la migration au Maroc. Pour elle, «l'adhésion à ce programme permettra au Maroc d'adopter une approche bien adaptée à ses spécificités». L'atelier du lancement officiel du programme sur l'intégration de la migration dans les stratégies de développement a été une occasion pour les participants issus d'horizons différents d'identifier les interactions entre les politiques sectorielles, les stratégies nationales de développement et les migrations. À l'heure actuelle, la relation entre migration et développement n'est plus à démontrer. Les experts du développement sont unanimes à souligner les interactions positives entre migration et développement.

À plus d'un égard, les migrations sont un facteur dynamique de développement, compte tenu de son poids prépondérant dans le développement socioéconomique de nombreux pays,



Le programme qui vient d'être lancé portera sur les deux volets de la migration : celui des MRE et celui des étrangers résidant au Maroc. Ph. Kartouch

qui bénéficient des retombées positives de l'immigration ou de l'émigration», comme a affirmé Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, lors de cet atelier, tout en précisant que «les migrations génèrent toutes sortes de capitaux potentiellement aptes à contribuer au développement des pays d'origine et de destination des migrants». En effet, l'impact de la migration sur le développement des pays ne se limite pas au seul volet socioéconomique, mais s'étend aux niveaux humain et culturel. Bien que le concept «migration et développement» n'ait eu de cesse de s'affirmer, il reste beaucoup à faire pour enraciner l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement. Car aujourd'hui, «les potentialités du couple migration et développement restent insuffisamment exploitées», a souligné Anis Birou. Selon lui, «il faudrait des

politiques publiques capables d'intégrer la dimension migratoire dans les processus de développement, à travers une approche systématique plutôt que ponctuelle». Dans cet ordre d'idées, la communauté internationale est de plus en plus convaincue de la nécessité d'intégrer la migration dans les politiques publiques de développement. En témoigne, l'intérêt de plus en plus croissant porté par les sociétés à la question de la migration, tel qu'indiqué par l'ambassadeur de la Confédération suisse au Maroc, qui plaide pour une approche favorisant un développement qui tienne compte de tous les aspects de la migration, en plus de l'intégration de la composante migration dans les politiques sectorielles. D'après le diplomate suisse, «le défi à relever est d'assurer l'intégration de la migration dans les agendas globaux de développement, notamment le développement post 2015». ■

Soumaya Bencherki